

---

Troisième session, trentième Législature

---

---

Third Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi no 180**

**Bill No. 180**

(PRIVÉ)

(PRIVATE)

Loi concernant la ville de Longueuil

An Act respecting the city of Longueuil

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. DÉOM

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



## Projet de loi no 180

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Longueuil

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Longueuil et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que certains pouvoirs lui soient accordés;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville de Longueuil par l'addition, après le sous-paragraphe *e*, du sous-paragraphe suivant:

« *f*) subdiviser, resubdiviser, échanger, louer ou vendre en tout ou en partie, aux conditions fixées par la Commission municipale du Québec, tout immeuble, toute partie d'immeuble ou droit immobilier quelconque dont elle est devenue propriétaire. »

**2.** L'article 64a de ladite loi, remplacé pour la ville par l'article 1 du chapitre 101 des lois de 1971, est modifié pour la ville par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le montant de toute pension doit, à compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 180 de 1975*), être ajusté annuellement de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 24) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de cette

## Bill No. 180

(PRIVATE)

An Act respecting the city of Longueuil

WHEREAS it is in the interest of the city of Longueuil and necessary for the proper administration of its affairs that certain powers be granted to it;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 26 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Longueuil by adding after subparagraph *e* of subsection 2 the following subparagraph:

“(f) subdivide, resubdivide, exchange, lease or sell, in whole or in part, on the conditions fixed by the Québec Municipal Commission, any immovable, part of an immovable or immovable right of which it has become the owner.”

**2.** Section 64a of the said act, replaced for the city by section 1 of chapter 101 of the statutes of 1971, is amended for the city by adding, at the end, the following paragraph:

“The amount of any pension shall, from (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 180 of 1975*), be adjusted annually in prescribed manner and at prescribed time in accordance with section 130 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) for the adjustment of the benefits payable under that act, so that

loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède. »

**3.** Ladite loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 64a du suivant:

« **64b.** Le maire ou un conseiller qui doit obtenir un congé sans solde de son employeur pour remplir une charge ou une fonction autorisée par résolution, a droit au remboursement par le conseil de sa perte de salaire occasionnée par cette absence.

Pour obtenir ce remboursement de perte de salaire, le maire ou le conseiller ne doit détenir aucun droit de propriété, ni être associé ou actionnaire de la société, corporation ou entreprise qui l'emploie. Pour obtenir un tel remboursement, il doit être présentée au secrétaire-trésorier une attestation signée par l'employeur et indiquant le montant du salaire auquel le maire ou le conseiller aurait eu droit s'il ne s'était pas absenté.

En aucun temps, le montant de ce remboursement ne doit dépasser cent cinquante dollars par jour, ni sept mille dollars par année pour chaque membre du conseil. »

**4.** L'article 104 de ladite loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

« **104.** [Le conseil doit nommer chaque année à sa première séance générale un ou deux vérificateurs pour faire l'examen des comptes de la ville pour l'année financière courante. Ils] restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

[ ] Ils doivent faire rapport au conseil de leur examen dans les [quatre-vingt-dix] jours qui suivent l'expiration de l'année financière. »

**5.** L'article 385 de ladite loi est modifié pour la ville par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

the amount payable for a month in a subsequent year is equal to the product obtained by multiplying the amount that would otherwise have been payable for the month by the ratio that the Pension Index for that subsequent year bears to the Pension Index for the year preceding it." »

**3.** The said act is amended for the city by inserting after section 64a the following section:

“ **64b.** If the mayor or a councillor must obtain leave of absence without pay from his employer to enable him to discharge any office or duty authorized by resolution, he is entitled to reimbursement by the council for his loss of wages from such absence.

To obtain such reimbursement for loss of wages, the mayor or the councillor must not have any right of ownership, nor be a partner or shareholder, in the partnership, corporation or firm by which he is employed. To obtain such reimbursement, he must present to the secretary-treasurer a statement signed by the employer indicating the amount of wages the mayor or the councillor would have been entitled to if he had not been absent.

At no time shall the amount of such reimbursement exceed one hundred and fifty dollars per day, or seven thousand dollars per year for each member of the council.”

**4.** Section 104 of the said act is amended for the city by replacing the first and second paragraphs by the following:

“ **104.** [Each year at its first general sitting, the council shall appoint one or two auditors to examine the accounts of the city for the current fiscal year. They] shall remain in office until the entry into office of their successors.

[ ] They shall make a report of their examination to the council within [ninety] days after the expiration of the fiscal year.”

**5.** Section 385 of the said act is amended for the city by replacing the first paragraph by the following:

« **385.** Tout règlement doit, sous peine de nullité, être précédé d'un avis de motion donné en séance du conseil et être lu [lors d'un ajournement ou d'une séance] tenue à un jour ultérieur. [Un délai d'un jour franc doit s'écouler entre la date de la présentation de l'avis de motion et celle de l'adoption du règlement par le conseil.] »

Le greffier est exempté de faire la lecture du règlement si une copie en a été remise à chaque membre du conseil au plus tard quarante-huit heures avant la séance à laquelle il doit être approuvé. Dans ce cas cependant, le greffier ou le président de l'assemblée doit mentionner l'objet du règlement, sa portée, son coût et s'il y a lieu, le mode de financement et le mode de paiement.] »

**6.** L'article 398 de ladite loi est modifié pour la ville par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

« **398.** Le conseil peut imposer, par chacun des règlements qu'il a droit de faire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, pour toute et chaque infraction aux règlements, soit une amende avec ou sans les frais, ou un emprisonnement; et, si c'est une amende avec ou sans les frais, il peut ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement immédiat de l'amende avec ou sans les frais, suivant le cas, mais à l'exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit, cette amende ne doit pas excéder [mille] dollars, et cet emprisonnement ne doit pas être pour plus de deux mois; et, quand c'est pour défaut de paiement de l'amende ou de l'amende et des frais que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cesse dès que l'amende, ou l'amende et les frais ont été payés.

[Lorsqu'une personne est trouvée coupable devant la cour de ne pas avoir eu un permis ou une licence exigible en vertu de quelque règlement de la ville, la cour doit condamner cette personne à une amende au moins égale au montant de la taxe spéciale imposée pour ce qui fait l'objet du permis ou de la licence, s'il y en a, ou, à défaut, au montant exigé pour le permis ou la licence.]

“ **385.** Every by-law, on pain of nullity, must be preceded by a notice of motion given at a sitting of the council and be read [at an adjournment or a sitting] held on a later day. [A delay of one clear day must elapse between the date on which the notice of motion is presented and that on which the by-law is passed by the council.] ”

The clerk shall be exempt from reading the by-law if a copy thereof has been remitted to each member of the council not later than forty-eight hours before the sitting at which it is to be approved. In such case, however, the clerk or the chairman of the meeting must mention the object of the by-law, its scope, its cost, and, if necessary, the mode of financing and the mode of payment.]”

**6.** Section 398 of the said act is amended for the city by replacing the first and second paragraphs by the follownig:

“**398.** The council may impose, by any by-law within its powers, for every infraction of a by-law, either a fine, with or without costs, or imprisonment; and if a fine, with or without costs, may provide for imprisonment in default of immediate payment of such fine with or without costs, as the case may be, but, except where otherwise provided, such fine shall not exceed [one thousand] dollars nor such imprisonment last more than two months; and where such imprisonment is ordered in default of payment of the fine or of the fine and costs, it shall cease on payment of the fine or of the fine and costs.

[Where a person is found guilty before the court of not having had a permit or licence exigible under any by-law of the city, the court must sentence such person to pay a fine at least equal to the amount of the special tax, if any, imposed for the object of the permit or licence or, if none, to the amount payable for the permit or licence.]

Dans tous les cas, l'amende pour une deuxième infraction doit être du double de l'amende minimum prévue pour une première infraction, et ne doit pas être inférieure à \$50 et pour toute infraction subséquente du double de l'amende minimum prévue pour la deuxième infraction.

L'amende ne doit pas excéder \$500 en plus des frais.

L'exécution du jugement contre le contrevenant ne le dispense pas de payer la taxe spéciale ou, s'il y a droit, de se procurer le permis ou la licence exigés.]

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 18° de l'article 429, l'amende imposée peut être de vingt-cinq dollars à [mille] dollars, l'emprisonnement d'un mois à trois mois et le conseil peut aussi décréter, comme peine, l'amende et l'emprisonnement à la fois. »

**7.** L'article 426 de ladite loi est modifié pour la ville par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour l'émission des certificats d'approbation et des permis de construction visés au paragraphe 1° du présent article. Cependant, dans le cas de construction d'habitation, ces honoraires ne doivent pas excéder [trente] dollars par logement; ».

**8.** L'article 427 de ladite loi est modifié pour la ville par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant:

« 8° pour exiger qu'un propriétaire rénove son immeuble délabré dans un délai de un an et à défaut de quoi la ville pourra en ordonner la démolition; ».

**9.** L'article 429 de ladite loi est modifié pour la ville:

a) par le remplacement du cinquième alinéa du paragraphe 8° par les suivants:

« Pour obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable [pour approbation par le] conseil de la corporation municipale ou à un officier désigné à cette fin par le conseil, tout plan de division ou de redivision [ ] ou de modification ou d'annulation de livre de renvoi d'une subdivision, que ce plan prévoit ou non des

In all cases, the fine for the second offence must be twice the minimum fine provided for the first offence, and shall not be under \$50, and, for every subsequent offence, shall not be less than twice the minimum fine provided for the second offence.

The fine must not exceed \$500 in addition to costs.

The execution of the judgment against the offender shall not dispense him from paying the special tax or, if he is entitled thereto, from securing the required permit or licence.]

However, in the case of a by-law adopted under paragraph 18 of section 429, the fine imposed may be from twenty-five dollars to [one thousand] dollars, the imprisonment from one month to three months, and the council may also enact, as a penalty, both the fine and imprisonment."

**7.** Section 426 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 2 by the following:

"(2) To establish a tariff of fees payable for the issue of the certificates of approval and building permits provided for in paragraph 1 of this section. However, in the case of the construction of dwellings, such fees shall not exceed [thirty] dollars per dwelling unit;"

**8.** Section 427 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 8 by the following:

"(8) To require an owner to renovate his dilapidated immovable within a delay of one year, failing which the town may order it demolished;"

**9.** Section 429 of the said act is amended for the city:

(a) by replacing the fifth paragraph of paragraph 8 by the following:

"To compel the owner of any land to submit previously [, for approval,] to the council of the municipal corporation or to an officer designated for such purpose by the council, any plan [of division or redivision] or plan amending or cancelling the book of reference of a subdivision, whether such plan provides for streets or not, and

rues, et à obtenir du conseil ou de l'officier en question un permis de lotissement;

[Pour autoriser la ville à conclure avec toute personne ayant soumis un plan de lotissement ou un programme d'aménagement ou de construction d'une partie de son territoire, des conventions afin d'obtenir la garantie de paiement de travaux de construction et des services municipaux devant être exécutés par la ville sur cette partie du territoire ainsi que la rentabilité au point de vue municipal de l'accomplissement intégral du projet présenté;

Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, le paiement des taxes municipales sur ce terrain ainsi que la cession à titre gratuit de droit réel, servitude nécessaire à la construction et l'installation des services municipaux et d'utilité publique en général;] »;

b) par le remplacement du septième alinéa du paragraphe 8<sup>o</sup> par le suivant:

« Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire [paie à la corporation municipale toute taxe impayée tant municipale que spéciale ou pour amélioration locale, ainsi que les taxes scolaires et les taxes dues à la Communauté urbaine de Montréal sur le terrain et les immeubles, le cas échéant, compris dans le plan, et que le propriétaire] cède à la corporation municipale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur réelle du terrain compris dans le plan, nonobstant l'application de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50). Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation municipale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux.

to obtain from the council or the officer concerned a subdivision permit;

[To authorize the town to make an agreement with any person who has submitted a subdivision plan or a development or construction programme for a part of its territory, in order to be guaranteed payment for the construction work and municipal services to be executed by the city in that part of its territory, and to have assurance that the full implementation of the project submitted will be profitable for the municipality;

To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, the payment of the municipal taxes on such land and the conveyance gratuitously of any real right or servitude necessary for the construction and installation of municipal services and public utilities services in general;”];

(b) by replacing the seventh paragraph of paragraph 8 by the following:

“To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provides for streets or not, that the owner [pay to the municipal corporation any unpaid municipal or special local improvement tax, as well as school taxes and taxes due to the Montreal Urban Community on the land and the immoveables, if any, comprised in the plan, and that the owner] convey to the municipal corporation, for park or playground purposes, an area of land not exceeding [ten] per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding [ten] per cent of the actual value of the land comprised in the plan, notwithstanding the application of section 21 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50). The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds and the lands conveyed to the corporation under this paragraph can only be used for parks or playgrounds. The municipality, however, may dispose, by oner-

La municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, conformément au paragraphe 2° de l'article 26, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent alinéa s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ledit fonds spécial; ».

**10.** Ladite loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 436, du suivant:

« **436a.** Nonobstant toutes dispositions à ce contraire d'une loi générale ou spéciale, la ville peut percer en dessous de tout terrain à plus de vingt-cinq pieds de profondeur un tunnel pour ses conduites d'aqueduc et d'égout.

Dès le début des travaux, la ville devient propriétaire sans aucune formalité ni indemnité sous réserve de tout recours en dommages du volume occupé par le tunnel et dans un rayon de cinq pieds autour.

Dans l'année qui suit le début des travaux, la ville dépose à ses archives un exemplaire d'un plan certifié par le directeur des travaux publics et montrant la projection horizontale de ce tunnel. Elle enregistre ce plan par le dépôt de deux exemplaires au bureau de la division d'enregistrement de Chambly et le registrateur doit faire mention, pour chaque lot ou partie de lot affecté, à l'index aux immeubles.

Avant le début des travaux, la ville doit aussi aviser le propriétaire du terrain ci-dessus de l'existence des travaux et des dispositions du présent article. »

**11.** L'article 518a de ladite loi est remplacé pour la ville par le suivant:

« **518a.** Le coût des travaux de démolition, de réparation, d'altération et de construction encouru par la ville lors de l'exercice des pouvoirs visés aux paragraphes 1°b, 4°a et 27° de l'article 426 [et au paragraphe 8° de l'article 427 ainsi que pour les travaux de nettoyage édictés par le paragraphe 2° de l'article 472] constitue contre la propriété une charge assimilée à la taxe foncière et est recouvrable de la même manière. »

ous title, in accordance with subsection 2 of section 26, of the lands which it has acquired under this seventh paragraph if they are no longer required for the establishment of parks or playgrounds, and the proceeds shall be paid into the said special fund;”.

**10.** The said act is amended for the city by inserting after section 436 the following section:

“ **436a.** Notwithstanding any provision to the contrary in any general law or special act, the city may drive a tunnel under any lands at a depth of more than twenty-five feet for its water and sewers mains.

At the start of the work, the city becomes owner without any formality or indemnity, subject to any recourse for damages, of the volume occupied by the tunnel and that within a radius of five feet around it.

Within the year following the start of the work, the town shall deposit in its archives a copy of a plan certified by the director of public works showing the horizontal projection of such tunnel. It shall register such plan by filing two copies at the registry office of the registration division of Chambly, and the registrar shall make an entry, for each lot or part of a lot affected, in the index of immoveables.

Before the start of the work, the city shall also inform the owner of the above land of the fact that the work is planned and of the provisions of this section.”

**11.** Section 518a of the said act is replaced for the city by the following:

“ **518a.** The costs of demolition, repairs, alterations and construction incurred by the city in exercising the powers contemplated in paragraphs 1b, 4a and 27 of section 426 [and in paragraph 8 of section 427, and the costs of clean-up as enacted in paragraph 2 of section 472] shall constitute against the property, a charge assimilated to the real estate tax and are recoverable in the same manner.”

**12.** L'article 613 de ladite loi est modifié pour la ville par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit:

« Lorsqu'il s'agit d'une infraction survenue entre le 1<sup>er</sup> juin 1974 et le 1<sup>er</sup> avril 1975, le droit de poursuivre ne se prescrit que par un an. »

**13.** L'article 622 de ladite loi est modifié pour la ville par l'addition du paragraphe suivant:

« 9. La ville a droit de faire examiner par ses enquêteurs ou experts, en tout temps avant l'institution d'une action, entre neuf heures du matin et six heures de l'après-midi, les biens mobiliers et immobiliers faisant l'objet d'une réclamation à la suite d'une inondation. Tout réclamant qui refuse sans raison valable de permettre cet examen ne peut exercer son droit d'action tant que dure ce refus.

S'il s'agit d'une réclamation pour dommages à des effets périssables, le réclamant doit, par lettre recommandée, donner avis à la ville qu'il garde ces effets à sa disposition pour examen pendant les soixante-douze heures suivantes et il ne peut en disposer sans excuse raisonnable avant l'expiration de ce délai, le tout à peine de déchéance de son droit d'action. »

**14.** Ladite loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 623, du suivant:

« **623a.** Si la réclamation est pour dommages causés à un véhicule, le réclamant doit aussi faire tenir à la ville, par lettre recommandée, un avis lui accordant au moins quarante-huit heures pour en faire faire l'examen, et les réparations ne peuvent, sans excuse légitime, être commencées ni le véhicule, vendu avant l'expiration de ce délai, le tout à peine de déchéance du droit d'action du réclamant. »

**15.** Il est déclaré que:

a) la ville de Longueuil est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975, propriétaire absolue et incommutable des lots 349-1, 349-2, 391, 392, 393, 394, 395, 405 du cadastre du

**12.** Section 613 of the said act is amended for the city by adding at the end of the first paragraph the following:

"In the case of an offence which occurred between 1 June 1974 and 1 April 1975, the right of prosecution shall only be prescribed by one year."

**13.** Section 622 of the said act is amended for the city by adding the following paragraph:

"(9) The city is entitled to cause to be examined by its investigators or experts, at any time before the institution of an action, between nine o'clock in the morning and six o'clock in the evening, the moveable and immoveable property regarding which a claim is made following a flood. Every claimant who refuses without valid reason to authorize such examination cannot exercise his right of action as long as he refuses such authorization.

In the case of a claim for damages to perishables, the claimant must by registered mail, give notice to the city that he is keeping such effects at its disposal for examination for the next seventy-two hours, and he shall not dispose of them without reasonable excuse before the expiry of such delay; such obligations bind under pain of forfeiture of his right of action."

**14.** The said act is amended for the city by inserting after section 623 the following section:

"**623a.** If the claim is for damages caused to a vehicle, the claimant must also send to the city, by registered mail, a notice granting it at least forty-eight hours to cause the vehicle to be examined, and repairs shall not, without legitimate excuse, be started nor the vehicle sold before the expiry of such delay; such obligations bind under pain of forfeiture of the claimant's right of action."

**15.** It is declared that:

(a) as of 1 January 1975, the city of Longueuil is absolute and indefeasible owner of lots 349-1, 349-2, 391, 392, 393, 394, 395 and 405 of the cadastre of the

village incorporé de Longueuil et des lots 354, 355, 357, 358, 359, 372, 373, 156-887, 154-127-1 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, ainsi que des ouvrages qu'elle y a construits pour fins de parcs ou de rues, le tout tel que montré sur les plans préparés par Louis Langlois, arpenteur-géomètre, en date du 16 février 1973 et du 14 janvier 1971, Lucien Landry, arpenteur-géomètre, en date du 16 avril 1970 et du 29 juin 1970 et Jean Tétreault, arpenteur-géomètre, en date du 29 juin 1971;

b) que si quelque personne, société ou corporation a droit de réclamer en justice quelque droit de propriété en la totalité ou en quelque partie des immeubles décrits au paragraphe a, sa réclamation est par les présentes convertie en une réclamation personnelle contre la ville de Longueuil pour un montant égal à la valeur de tel droit de propriété calculée au 1<sup>er</sup> janvier 1975.

Toute telle réclamation personnelle sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit de propriété dont elle tient lieu si elle n'avait pas été convertie et elle ne constituera pas un droit réel, ni une charge ou une hypothèque quant aux immeubles ou à l'une quelconque de leurs parties;

c) que si un droit de propriété en la totalité ou en quelque partie des immeubles décrits au paragraphe a est reconnu à quelque personne, société ou corporation, la ville peut de gré à gré effectuer un règlement avec toute partie intéressée pour clarifier ces titres ou elle peut exiger que la partie intéressée fasse fixer l'indemnité payable à ces fins par la Régie des services publics;

d) sur demande formulée par résolution du conseil, le registrateur du bureau de la division d'enregistrement de Chambly doit voir à ce que mention de l'adoption de la présente loi soit faite dans l'index aux immeubles, aux numéros de cadastre visés par la résolution du conseil et par le présent article. Cet article devient en vigueur trente jours après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

incorporated village of Longueuil, and of lots 354, 355, 357, 358, 359, 372, 373, 156-887 and 154-127-1 of the cadastre of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, and of the works which it has built thereon for park and street purposes, the whole as shown on the plans prepared by Louis Langlois, land-surveyor, dated 16 February 1973 and 14 January 1971, Lucien Landry, land-surveyor, dated 16 April 1970 and 29 June 1970, and Jean Tétreault, land-surveyor, dated 29 June 1971;

(b) that if any person, company or corporation is entitled to sue for any right of ownership to the whole or any part of the immoveables described in paragraph a, such claim is hereby converted into a personal claim against the city of Longueuil for an amount equal to the value of such right of ownership computed as of 1 January 1975.

Every such personal claim shall be prescribed on the same day as the claim regarding the right of ownership which it replaces would have been had it not been converted and it shall not constitute a real right, charge or hypothec respecting the immoveables or any part thereof;

(c) that if a right of ownership of any person, company or corporation to the whole or any part of the immoveables described in paragraph a is recognized, the city may by agreement make a settlement with any party concerned to clarify such titles or it may require that the party concerned apply to the Public Service Board for fixing of the indemnity payable for such purposes;

(d) upon an application by resolution of the council, the registrar of the registry office of the registration division of Chambly must see that an entry mentioning the passing of this act is made in the index of immoveables, at each cadastral number contemplated by the resolution of the council and by this section. This section shall come into force 30 days after its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

**16.** Nonobstant toute disposition à ce contraire contenue dans une loi générale ou spéciale, la ville de Longueuil n'est pas tenue de soumettre à l'approbation des électeurs propriétaires ou autres un règlement d'emprunt décrétant l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égout, de voirie et d'éclairage.

Seules les approbations du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec sont requises pour l'entrée en vigueur d'un règlement prévu à l'alinéa ci-dessus.

**17.** Sous réserve de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (1971, chapitre 19), le conseil de la ville de Longueuil peut, par résolution, désigner de temps à autre un officier municipal pour détenir au bénéfice et avantage de la ville un permis pour la vente de boissons alcooliques dans tout centre de loisirs, de récréation et lieu public.

**18.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le président d'une assemblée de personnes habiles à voter pour l'approbation d'un règlement de zonage en vertu de l'article 426 et des règlements d'emprunt selon l'article 593 de la Loi des cités et villes peut lever l'assemblée s'il ne s'est présentée aucune personne habile à voter dans les trente ou soixante minutes respectivement suivant l'ouverture de l'assemblée.

**19.** La présente loi entre en vigueur le jour des sa sanction.

**16.** Notwithstanding any provision inconsistent herewith contained in a general law or special act, the city of Longueuil is not bound to submit for approval to the electors who are property owners or others a loan by-law ordering the carrying out of work on the water system, the sewer system, roads or lighting.

Only the approvals of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission are required for the coming into force of a by-law provided for in the above paragraph.

**17.** Subject to the Liquor Permit Control Commission Act (1971, chapter 19), the council of the city of Longueuil may, by resolution, designate from time to time a municipal officer to hold, on behalf and for the benefit of the city, a permit for the sale of alcoholic beverages in any amusement or recreation centre or public place.

**18.** Notwithstanding any general law or special act inconsistent herewith, the chairman of a meeting of persons qualified to vote on the approval of a zoning by-law under section 426, or of loan by-laws under section 593 of the Cities and Towns Act, may adjourn the meeting if no person qualified to vote has presented himself within the thirty or sixty minutes, respectively, following the opening of the meeting.

**19.** This act shall come into force on the day of its sanction.